Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 16 octobre 2015

n° 18990

Klaus Iohannis : l'adhésion à Schengen reste un objectif prioritaire de la Roumanie.
Le projet de loi sur la rémunération des fonctionnaires ne sera pas finalisé avant novembre 2015.

Visite de Klaus Iohannis à Bruxelles. Le Président Klaus Iohannis a rencontré hier Martin Schulz, président du Parlement européen, les discussions portant notamment sur la crise des réfugiés, ainsi que sur les aspirations de la Roumanie de rejoindre l'espace Schengen.
Le président du Parlement européen a fait état d'un « consensus assez évident » avec le chef de l'Etat roumain sur la question des réfugiés. Les deux officiels ont appelé de leurs vœux une solution de paix en Syrie. « Nous ne pouvons pas laisser les choses dans leur état actuel et, en ce qui concerne les pays voisins – Jordanie, Liban et Turquie – ils ont tous besoin de nous », a précisé Martin Schulz. Les deux ont également évoqué de la sécurité des frontières extérieures de l'Union européenne, ainsi que de l'espace Schengen. « Je me suis réjoui de constater que l'opinion de monsieur le président [du Parlement européen] est que l'espace Schengen doit être maintenu et que la place de la Roumanie est à l'intérieur de cet espace », a affirmé le Président Klaus Iohannis (*Evenimentul Zilei*).

Le Président Klaus Iohannis a eu par ailleurs des discussions avec les députés européens roumains qu'il s'est engagé à consulter régulièrement dorénavant sur les thèmes européens et la place de la Roumanie au sein de l'Union européenne. Lors de cette rencontre, il a affirmé que l'adhésion de la Roumanie à Schengen continuait d'être une priorité pour les autorités roumaines. S'agissant de la migration, le chef de l'Etat a réitéré le fait que la Roumanie était l'adepte d'une approche fondée sur la solidarité et la responsabilité, sur le développement du dialogue et de la coopération avec les Etats d'origine et de transit, ainsi que sur l'identification de solutions à long terme à la crise des réfugiés (*Agerpres*).

Loi sur la rémunération des fonctionnaires. Le Gouvernement a reporté la finalisation du projet de loi revalorisant les salaires de tous les fonctionnaires, annoncé par Rovana Plumb, ministre du Travail, en mars 2015. Le Premier ministre Victor Ponta a annoncé que le projet sera finalisé par le Gouvernement en novembre, alors que le délai précédent était 15 octobre. Le chef du Gouvernement a justifié ce nouveau report par les négociations difficiles avec les représentants des différentes catégories de fonctionnaires. Cependant, selon *România Libera*, le report serait plutôt lié à la rivalité Victor Ponta – Liviu Dragnea. Ce dernier a affirmé son intention de mener des négociations avec tous les partis représentés au Parlement sur la nouvelle loi des salaires du secteur public, souhaitant que les dirigeants de tous les partis politiques soient au courant de l'impact de ces augmentations de salaires sur le budget 2016, dans la mesure où toute la classe politique s'était engagée à maintenir le déficit budgétaire à moins de 2% du PIB. Liviu Dragnea a déclaré hier soir sur *Realitatea TV* qu'il voulait avoir un dialogue notamment avec l'opposition pour que la nouvelle loi des salaires soit assumée par tous les partis et puisse rester en vigueur pendant plusieurs années. « Si l'opposition n'est pas d'accord et ne souhaite pas participer aux débats, nous risquons qu'ils changent à nouveau toute la grilles des salaires s'ils arrivent au pouvoir ».

D'autre part, le Premier ministre Victor Ponta préfère introduire des augmentations importantes de salaires pour certaines catégories de fonctionnaires par ordonnance d'urgence, en évitant ainsi le débat parlementaire. La plus récente décision de ce type vise l'augmentation de 15% des salaires de tout le personnel du système d'enseignement à compter du 1er décembre.

Parti social-démocrate. La presse commente la possible nouvelle structure du bureau permanent national (BPN), l'instance de direction du parti social-démocrate (PSD), qui sera validée dimanche par le congrès extraordinaire du parti. La direction du parti sera composée de 14 vice-présidents, dont 4 femmes, un président exécutif et huit secrétaires régionaux.
Par contre, l'interdiction annoncée par Liviu Dragnea, nouveau président du PSD, de cumuler des postes au sein du parti a provoqué le mécontentement des dirigeants des filiales locales du PSD, qui ne pourront plus occuper des postes dans la direction centrale du parti. Valeriu Zgonea, président de la Chambre des députés, est le principal prétendant au poste de président exécutif, étant soutenu par 36 filiales, son adversaire étant Constantin Niță (*Jurnalul Național*).

Liviu Dragnea, président du PSD, a déclaré sur *Realitatea TV* que la question que le parti social-démocrate retire son soutien politique au Premier ministre Victor Ponta ne se posait pas, rejetant également les informations sur un possible remaniement gouvernemental. « Le Premier ministre Victor Ponta (…) est un bon Premier ministre qui a fait sortir l'économie roumaine de la récession et l'a conduite vers une croissance constante (…). Il a survécu sans problèmes à la motion de censure, le Gouvernement a été revalidé, donc le problème du retrait par le PSD du soutien politique à Victor Ponta ne se pose pas ». Liviu Dragnea a par ailleurs précisé qu'il n'avait aucune intention de faire lui-même partie du Gouvernement, s'intéressant plutôt à la gestion du parti social-démocrate. « Je ne veux aucunement entrer dans le Gouvernement. Même pas en tant que Premier ministre, parce que je ne veux pas décevoir les 453 000 personnes [*membres PSD ayant voté pour élire Liviu Dragnea président du parti*] et beaucoup d'autres citoyens dont j'ai demandé l'avis sur plusieurs thèmes ».

Sorin Frunzăverde, vice-président du Parti national libéral, jugé pour corruption. *Puterea* fait état des témoignages devant le tribunal de plusieurs maires du département de Caraș Severin (sud-ouest de la Roumanie), conduisant à la conclusion que lors de l'élection présidentielle de novembre 2014, Sorin Frunzăverde, vice-président du Parti national libéral, avait usage de moyens de chantage pour soutenir le candidat du PNL, Klaus Iohannis, au détriment du candidat PSD-UNPR-PC, Victor Ponta. Sorin Frunzăverde (PNL), président du conseil départemental de Caraș Severin, est jugé depuis juillet 2015 pour trafic d'influence et chantage. Il est accusé par les procureurs de la Direction nationale anticorruption d'avoir fait pression en novembre 2014, entre les deux tours de l'élection présidentielle, sur Ionesie Ghiorghioni, vice-président du conseil départemental, jugé dans le cadre de la même affaire, pour obtenir un nombre élevé de voix en faveur du candidat libéral, Klaus Iohannis. Ionesie Ghiorghioni a contacté par la suite neuf maires du département pour les persuader à mobiliser l'électorat et leur communiquer que les allocations budgétaires ultérieures dépendraient du résultat des élections.

8 candidats à la direction de l'Agence nationale d'intégrité. Une nouvelle tentative de nommer un président de l'Agence nationale d'intégrité (ANI) est en cours, remarquent les médias. La première fois, tous les trois candidats ont échoué à l'épreuve écrite. 8 candidats sont cette fois en lice pour le poste de président de l'ANI. L'épreuve écrite est prévue le 16 novembre et l'entretien le 27 novembre. Le poste de président de l'ANI est vacant depuis la démission en mars cette année de Horia Georgescu, jugé pour corruption (*Jurnalul Național*).

République de Moldavie. Les évènements à Chișinău (la levée de l'immunité et le placement en garde à vue de Vlad Filat, président du PLDM et ancien Premier ministre, suspecté d'avoir reçu 250 millions de dollars de la part de l'homme d'affaires Ilan Shor) sont suivis de près par les médias roumains. Selon *România Libera*, malgré l'apparence d'une lutte anticorruption, les événements d'hier ne représentant qu'un « règlement de comptes entre oligarques », le principal gagnant étant Vlad Plahotniuc, homme d'affaires contrôlant le parti démocrate. Cependant, l'arrestation de Vlad Filat pourrait conduire au démantèlement de la coalition pro-européenne, dont tant le PLDM que le PD font partie, et à la victoire des forces pro-russes.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « L'Express publie un reportage d'une tonalité amère réalisé en République de Moldavie » (*RFI Roumanie*).

- La rédaction du *Petitjournal.com* vous invite à la projection à la salle Elvire Popesco de "Une heure de tranquillité" de Patrice Leconte et avec Christian Clavier.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie